

AFFAIRE DES ESSAIS NUCLÉAIRES (NOUVELLE-ZÉLANDE C. FRANCE) [MESURES CONSERVATOIRES]

Ordonnance du 22 juin 1973

La Cour a rendu, par 8 voix contre 6, une ordonnance par laquelle elle a indiqué à titre provisoire, en attendant son arrêt définitif dans l'affaire des *Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)*, les mesures conservatoires suivantes tendant à ce que :

Le Gouvernement néo-zélandais et le Gouvernement français veillent l'un et l'autre à éviter tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend dont la Cour est saisie ou de porter atteinte au droit de l'autre Partie à obtenir l'exécution de tout arrêt que la Cour pourrait rendre en l'affaire; et en particulier le Gouvernement français s'abstienne de procéder à des essais nucléaires provoquant le dépôt de retombées radioactives sur le territoire de la Nouvelle-Zélande, des îles Cook, de l'île Nioué ou des îles Tokélaou.

M. Lachs, président de la Cour, étant empêché de siéger pour raison de santé, c'est M. Ammoun, vice-président, qui a fait fonction de président en vertu de l'Article 45 du Statut et qui a procédé à la lecture de l'ordonnance. M. Dillard étant également absent pour cause de maladie, la composition de la Cour était la suivante : M. Ammoun, vice-président faisant fonction de président; MM. Forster, Gros, Bengzon, Petrén, Onyeama, Ignacio-Pinto, de Castro, Morozov, Jiménez de Aréchaga, sir Humphrey Waldock, MM. Nagendra Singh et Ruda, juges; sir Garfield Barwick, juge *ad hoc*.

Parmi les juges ayant voté pour l'indication de mesures conservatoires, M. Jiménez de Aréchaga, sir Humphrey Waldock, M. Nagendra Singh et sir Garfield Barwick ont joint à l'ordonnance des déclarations. Parmi les juges ayant voté contre, MM. Forster, Gros, Petrén, et Ignacio-Pinto ont joint à l'ordonnance des opinions dissidentes.

*
* *
*

Dans son ordonnance, la Cour rappelle que la Nouvelle-Zélande a introduit le 9 mai 1973 une instance contre la France au sujet d'un différend concernant la légalité des essais nucléaires réalisés en atmosphère dans la région du Pacifique Sud. Le Gouvernement néo-zélandais a prié la Cour de dire et juger que les essais nucléaires provoquant des retombées radioactives effectués par le Gouvernement français dans la région du Pacifique Sud constituent une violation des droits de la Nouvelle-Zélande au regard du droit international et que ces droits seront enfreints par tout nouvel essai. Le 14 mai, le Gouvernement néo-zélandais a demandé à la Cour d'indiquer des mesures conservatoires. Dans une

lettre de l'ambassadeur de France aux Pays-Bas, remise par celui-ci au Greffier le 16 mai, le Gouvernement français a fait savoir qu'il estime que la Cour n'a manifestement pas compétence en l'espèce et qu'il ne peut accepter sa juridiction, et qu'en conséquence le Gouvernement français n'avait pas l'intention de désigner un agent et demandait à la Cour d'ordonner que l'affaire soit rayée de son rôle. Joint à la lettre était un exposé des raisons pour lesquelles le Gouvernement français était parvenu à ces conclusions.

La Cour indique des mesures conservatoires sur la base de l'article 41 de son Statut et en tenant compte notamment des considérants suivants :

— Les éléments soumis à la Cour l'amènent à conclure, au stade actuel de la procédure, que les dispositions invoquées par le demandeur en matière de compétence se présentent comme constituant *prima facie* une base sur laquelle la compétence de la Cour pourrait être fondée;

— On ne saurait supposer à priori que les demandes du Gouvernement néo-zélandais échappent complètement à la juridiction de la Cour ou que ce gouvernement ne soit pas en mesure d'établir à l'égard de ces demandes l'existence d'un intérêt juridique autorisant la Cour à accueillir la requête;

— Aux fins de la présente procédure, il suffit de noter que les renseignements soumis à la Cour n'excluent pas qu'on puisse démontrer que le dépôt en territoire néo-zélandais de substances radioactives provenant des essais cause un préjudice irréparable à la Nouvelle-Zélande.

La Cour constate ensuite qu'elle ne peut faire droit, au stade actuel de la procédure, à la demande du Gouvernement français tendant à ce que l'affaire soit rayée du rôle. Toutefois la présente décision ne préjuge en rien la compétence de la Cour pour connaître du fond de l'affaire ni aucune question relative à la recevabilité de la requête ou au fond lui-même et elle laisse intact le droit du Gouvernement français de faire valoir ses moyens en ces matières.

La Cour décide enfin que les pièces de procédure écrite porteront d'abord sur sa compétence pour connaître du différend et sur la recevabilité de la requête et elle fixe au 21 décembre 1973 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'un mémoire du Gouvernement néo-zélandais et au 21 décembre 1973 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'un contre-mémoire du Gouvernement français.